



Adresse de la commission exécutive de la Fédération des Finances CGT aux personnels

<http://www.finances.cgt.fr>
finances@cgt.fr

Réunie les 25 et 26 juin derniers, la commission exécutive de la Fédération des Finances CGT a décidé de s'adresser aux personnels de Bercy et des établissements financiers du secteur semi-public.

Chers Collègues, Chers Camarades,

Nous venons de vivre une période caractérisée par un processus d'élections politiques importantes marquées par l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la république et l'installation d'une majorité de députés de droite à l'assemblée nationale.

Manifestement, les votes intervenus font l'objet d'une instrumentalisation consistant à enfermer le monde du travail dans une acceptation totale du corpus programmatique du président sans laisser d'espace ni au dialogue social ni à la négociation. Si l'on suivait une telle logique, toute élaboration de propositions alternatives et toute construction de mobilisation et de processus de luttes seraient dès lors considérées comme de graves atteintes portées à la démocratie.

Une telle approche, irrecevable et inacceptable, pourrait s'avérer extrêmement dangereuse en termes de démocratie et de respect des libertés.

C'est pourquoi la Fédération des Finances CGT réaffirme que la démocratie sociale ne saurait s'effacer devant la démocratie politique à un moment où les salariés et plus largement les citoyens attendent une réelle prise en compte de leurs revendications qu'il s'agisse de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la protection sociale, des politiques et des services publics et d'intérêt général.

D'ores et déjà, sans prendre le temps ni de la concertation ni de la négociation, différentes réformes sont entreprises et annoncées : prélèvements fiscaux et sociaux, droit du travail, droit à la retraite avec notamment la révision des régimes spéciaux et l'allongement de la durée de cotisations, heures supplémentaires, droit de grève...

Aux Finances, qu'il s'agisse de Bercy ou des établissements financiers du secteur semi-public, nous restons toutes et tous confrontés à des problématiques communes :

Privatisations, externalisations, mise en cause des missions de service public et d'intérêt général et de leurs conditions de mise en œuvre.

Fermetures, retractions et réorganisations régressives des services publics et d'intérêt général territoriaux.

Plans pluriannuels de suppressions des emplois quelque soit le statut des personnels : fonctionnaires, contractuels, salariés de droit privé...

Perte de pouvoir d'achat liée à l'absence ou/et à l'insuffisance de revalorisations des traitements, salaires, régimes indemnitaires, des retraites et des pensions.

Régressions des droits et des garanties statutaires et collectives.

Dégradation des conditions de travail et montée en puissance de la souffrance au travail.

L'actualité récente montre que les Finances restent dans l'œil du cyclone des réformes : fusion des Dire et des Diren, fusion de la DGI et de la DGCP, nouvelles modalités de production de la statistique publique, banalisation du livret A, poursuite et même accélération des suppressions d'emplois, absence de réponse sérieuse et globale sur la revalorisation du pouvoir d'achat...pour ne citer que quelques exemples.

Aux Finances comme ailleurs, les politiques proposées poursuivent des objectifs qui ne répondent en aucune manière aux attentes sociales des salariés et des citoyens en cassant les mécanismes et les outils qui participent du lien et de la cohésion sociale.

Les questions du travail, de sa place, de sa rémunération, de son utilité, des solidarités, de la satisfaction des besoins sociaux, des services publics et d'intérêt général, sont au cœur des enjeux sociaux et économiques auxquels nous sommes confrontés.

D'autres choix sont non seulement possibles mais nécessaires !

C'est pourquoi, nous entendons relever avec vous le défi du progrès social en construisant ensemble toute une série de propositions et de revendications qu'il s'agisse de la nouvelle sécurité sociale professionnelle,

du plein emploi solidaire, du développement durable, du droit à un salaire et à la protection sociale, de prélèvements fiscaux et sociaux plus justes et plus efficace, d'un pôle financier public au service de l'intérêt général, de nouvelles normes sociales européennes et internationales répondant au défi de la mondialisation ...pour ne donner que quelques exemples.

Pour que nos propositions, nos revendications et plus largement encore celles des salariés, des chômeurs et des retraités soient prises en compte, la Fédération des Finances CGT vous propose :

La poursuite de la construction, dans toutes les administrations de Bercy et dans l'ensemble des établissements financiers du secteur semi-public, d'un syndicalisme de propositions, de mobilisations afin d'imposer par la négociation d'autres choix.

De faire de Bercy et des établissements financiers du secteur semi-public de réels outils au service du plein emploi solidaire, du développement durable et de la satisfaction des besoins sociaux.

De rechercher de manière encore plus efficace le rassemblement des salariés par la construction d'un syndicalisme rassemblé.

Dans ce sens, elle prendra toutes les initiatives nécessaires dans les jours et les mois qui viennent.

C'est pourquoi la Fédération des Finances CGT vous propose aussi de prendre toute votre place dans la construction de cette force collective et solidaire, d'un mouvement syndical au service du progrès social.

Bulletin de syndicalisation

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Administration :

Grade :



Bulletin à renvoyer à la Fédération des Finances cgt, Case 540, 263 rue de Paris 93515 Montreuil cedex Téléphone : 01.48.18.82.21 E-mail : finances@cgt.fr